

Monsieur Olivier Dussopt
Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de
l'Action et des Comptes publics, chargé
de la fonction publique
139, rue de Bercy – Télédocus 146
75572 – PARIS CEDEX 12

Paris, le 28 janvier 2019

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Votre réponse en date du 4 Janvier 2019 est à la hauteur du mépris que vous portez aux serviteurs de l'ETAT actuellement à la retraite. J'ai immédiatement remarqué que votre réponse n'était qu'un « copié-collé » des déclarations de monsieur le Président de la République. Pourtant vous n'êtes pas sans connaître nos motifs de colère, puisque nous vous les avons exposés le 5 Juin en délégation et le 5 décembre par courrier :

- GEL des pensions depuis 5 ans. Le pouvoir d'achat des retraités est en chute libre, certains économistes annoncent - 26% pour les 10 dernières années, Dans ce contexte déjà très pénalisant pour les retraités la désindexation des pensions par rapport à une inflation qui approche les 2% pour 2018 représente une véritable provocation totalement inacceptable.
- Hausse injuste de 25% de la CSG, injustice aggravée par la sélection qui fait des retraités touchant + 2 000 euros **(ou plus de 1 375€ chacun pour des retraités en couple ! car il faut compter en foyer fiscal)** de nouveaux riches.
- Explosion des dépenses contraintes : complémentaires Santé, hausses des tarifs : d'électricité, de gaz, de fioul dans 6 mois, des autoroutes au 1er février, cette liste est loin d'être exhaustive ...

Je vous laisse apprécier monsieur le Secrétaire d'ÉTAT la colère d'un ami retraité : *« Je vais pouvoir acquérir une voiture électrique, changer ma chaudière au fuel, solliciter ma grand-mère pour un prêt (elle perçoit le minimum vieillesse), partir en croisière avec la plus-value de la diminution de la CSG et acheter une belle « veste » à notre secrétaire d'Etat ce sont les soldes » !...*
Signé : Un retraité dépité.

Monsieur le Secrétaire d'ÉTAT, les veuves et veufs, les divorcés ne vous disent pas merci pour votre...**silence**.

Les Retraités des collectivités territoriales, (les agents des collectivités locales et des hôpitaux) exigent le maintien de leur caisse de retraite la « **CNRACL** » et s'opposent à la confiscation de la trésorerie nécessaire à l'équilibre du régime.

Nous vous remercions tous par ailleurs, de l'intérêt que vous portez à la défense de notre modèle social, de nos hôpitaux, mais aussi pour la compassion que vous témoignez à nos anciens qui méritent pourtant des E. H. P. A. D. décents et abordables.

Vous auriez pu au moins répondre à notre demande de défiscalisation de la cotisation complémentaire santé pour les retraités de la fonction publique de l'ETAT et des collectivités locales et hospitalières mais là encore ... **SILENCE !**

L'honorariat une reconnaissance pour service rendu à la Nation par un fonctionnaire. Une reconnaissance prévue par la loi. Une attention qui ne coûte rien. Une fois de plus votre **silence** s'apparente à un camouflet.

**ALORS MONSIEUR, AVEC MES CAMARADES DE FORCE OUVRIÈRE,
JE RENTRE EN **RÉSISTANCE** !**

Je rejoins l'appel de L'UNION INTER-FEDERALE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE en grève du 3 au 10 février inclus.

A PARTIR d'aujourd'hui JE PORTE FIEREMENT LE « **R » DE RÉSISTANCE**

C'EST le « **R » de RALLIEMENT**

Retraités nous serons présents à chaque échéance.

Signature :